

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1955-1956

Service des Commissions.

BULLETIN DES COMMISSIONS

AGRICULTURE

Mercredi 26 avril 1956. — *Présidence de M. Restat, président.*

— La commission a tout d'abord désigné les candidats pour représenter le Conseil de la République au sein de deux organismes extraparlimentaires :

— MM. Brettes et Monsarrat, pour la commission supérieure des allocations familiales agricoles ;

— MM. Driant et Brégère, pour la commission consultative des assurances sociales agricoles.

La proposition de loi (n° 207, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiant les articles 410 et 431 du

Code rural relatifs à la pêche à la ligne ayant, sur rapport de M. de Pontbriand, été adoptée dans le texte voté par l'Assemblée Nationale, l'étude des rapports de MM. de Raincourt et Brettes sur vingt-huit propositions de résolution concernant les calamités atmosphériques a été alors poursuivie.

M. de Raincourt a exposé les différentes mesures qu'il préconisait pour venir en aide aux producteurs de céréales, victimes des gelées ; la commission, à l'unanimité, s'est ralliée aux vues de son rapporteur, sauf sur la question du *quantum* qui a fait l'objet d'un débat animé par le président, MM. Suran, Blondelle, Hoeffel, Le Leannec et Jollit.

Un vote à mains levées est alors intervenu et par 9 voix contre 4, 7 commissaires s'abstenant, il a été décidé que la commission demanderait le maintien intégral des règles relatives au *quantum*.

M. Brettes a, ensuite, fait un exposé sur les dommages causés aux autres cultures ; il a particulièrement insisté sur l'immensité des dégâts subis par les oliveraies, les cultures maraîchères, florales et fruitières et a conclu en suggérant un certain nombre de mesures propres à assurer aux agriculteurs sinistrés la possibilité de remettre leurs exploitations en état de production.

Enfin, un certain nombre de motions ont été adoptées et adressées aux ministres compétents. Elles concernaient l'arrêt des achats de cuir pour la fabrication des semelles des brodequins de l'armée (présentée par M. de Pontbriand), le rappel sous les drapeaux des agriculteurs disponibles (présentée par M. Delorme), et les modalités d'importations de blé de semences en provenance de Grande-Bretagne (présentée par M. Georges Boulanger).

BOISSONS

Judi 26 avril 1956. — *Présidence de M. Jean Bène, vice-président.* — La commission a chargé :

— M. Périquier, de rapporter la proposition de loi (n° 387, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à créer un comité interprofessionnel des vins des Côtes-de-Provence ;

— M. Voyant, de présenter un rapport tendant à l'adoption, dans le texte de l'Assemblée Nationale, du projet de loi (n° 404, session 1955-1956), tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse d'appréciation des vins, signée à Paris, le 13 octobre 1954.

Enfin, M. Périquier a présenté des critiques en ce qui concerne la représentation de la commission des boissons du Conseil de la République, tant au sein de la commission instituée le 31 mars 1956 par le Secrétaire d'Etat à l'agriculture et chargée d'étudier la création et le fonctionnement d'un organisme permanent destiné à assurer l'exécution des opérations commerciales tendant à équilibrer le marché du vin, que dans les manifestations viticoles nationales ou internationales.

DÉFENSE NATIONALE

Mercredi 25 avril 1956. — *Présidence de M. de Maupeou, vice-président.* — M. Yves Jaouen a exposé l'essentiel de la question orale avec débat qu'il a posée à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées sur la situation de la Marine nationale. Après interventions de MM. Aubé, Julien Brunhes, de Maupeou, Michelet, Pinchard, la commission a approuvé les termes de M. Yves Jaouen.

La commission a ensuite entendu M. Pisani exposer les motifs et les buts visés par la proposition de loi (n° 415, session 1955-1956), de M. Pisani et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2563 du 18 octobre 1945 créant un commissariat à l'énergie atomique et tendant à créer une division militaire au sein de ce Commissariat. Une discussion s'est instituée à laquelle prirent part MM. Alric, Julien Brunhes, de Maupeou, Michelet, Longchambon, Piales, Pinchard, Portmann et à l'issue de laquelle M. Pisani a été désigné comme rapporteur de cette proposition.

ÉDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, SPORTS, JEUNESSE ET LOISIRS

Mercredi 25 avril 1956. — *Présidence de M. Canivez, président.*

— La commission a désigné :

— M^{me} Marie-Hélène Cardot, rapporteur de la proposition de résolution (n° 293, session 1955-1956) dont elle est l'auteur, tendant à inviter le Gouvernement à hâter la réédification à Buzancy (Ardennes) de la statue commémorative du Général Chanzy ;

— M. Southon, rapporteur de la proposition de résolution (n° 406, session 1955-1956) de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des écoles normales d'instituteurs et du personnel enseignant du premier degré.

La commission a, ensuite, entendu le rapport de M. Georges Boulanger sur la proposition de loi (n° 352, session 1955-1956), adoptée avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, tendant à la transformation des écoles préparatoires de médecine et de pharmacie de Besançon, de Dijon et de Reims en écoles nationales de médecine et de pharmacie.

Les conclusions du rapporteur, tendant à la reprise sans modification du texte voté par l'Assemblée Nationale, ont été approuvées à l'unanimité.

Le président a, ensuite, soumis à ses collègues un programme de travail pour les séances à venir.

FAMILLE, POPULATION ET SANTÉ PUBLIQUE

Mercredi 25 avril 1956. — *Présidence de M. René Dubois, président.* — La commission a désigné M. Plait, rapporteur du projet de loi (n° 405, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention d'assistance sociale et médicale et le protocole additionnel à ladite convention, signés le 11 octobre 1953 entre les groupes membres du Conseil de l'Europe.

FINANCES

Mercredi 25 avril 1956. — *Présidence de M. J. Debû-Bridel, vice-président.* — La commission a d'abord entendu M. Jacques Debû-Bridel au nom de M. Armengaud, rapporteur, sur le projet de décret portant dévolution des bonis de liquidation des Caisses de péréquation (superphosphates, pyrites et phosphates). Sur les interventions de MM. Primet, Coudé du Foresto, Berthoin et Pellenc, rapporteur général, la commission a décidé d'émettre un avis favorable au projet de décret, faisant cependant toutes réserves quant à la politique gouvernementale concernant les prix, la concentration et la reconversion de l'industrie des phosphates et des superphosphates.

M. de Montalembert a ensuite présenté son rapport sur le projet de décret portant dérogation aux dispositions de l'article 51 de la loi du 27 mars 1950 en ce qui concerne le Groupement national d'achat du riz. Il s'agit d'autoriser ce groupement en liquidation à verser aux organismes stockeurs de riz une somme de 172 francs par quintal de riz collecté par les organismes stockeurs au cours de la campagne 1950-1951 et dans la limite d'une somme globale de 77.500.000 francs. La commission a décidé de surseoir à émettre un avis et de demander des informations complémentaires.

Enfin, le rapporteur général a fait une communication à la commission exposant l'état actuel de la procédure d'élaboration du projet de décret portant réorganisation du budget de l'Etat.

INTÉRIEUR (ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE), ALGÉRIE

Judi 26 avril 1956. — *Présidence de M. Bonnefous, président.* — M. Restat a présenté un avant-rapport sur la proposition de loi (n° 119, année 1955) de M. Pisani, tendant à organiser l'intervention financière de l'Etat en matière d'investissements des collectivités locales et de leurs établissements publics.

Après une longue discussion générale, la commission a voté la prise en considération de la proposition de loi.

Le rapporteur a été chargé de consulter l'association des présidents de conseils généraux et l'association des maires de France, afin de recueillir leur avis sur les dispositions proposées par M. Pisani.

M. Gadoin a été nommé rapporteur de la proposition de loi (n° 307, session 1955-1956) de M. Masteau, tendant à compléter l'article 82 de la loi du 5 avril 1884 relatif aux délégations par le maire d'une partie de ses fonctions.

M. Deutschmann a été nommé rapporteur de :

— la proposition de loi (n° 373, session 1955-1956) de M. Michelet, tendant à la nomination directe dans le corps des attachés d'administration centrale, et à titre de constitution initiale de ce corps, de certains secrétaires d'administration centrale ;

— la proposition de résolution (n° 379, session 1955-1956) de M. Michelet, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi n° 46-195 du 15 février 1946 certains militaires de carrière précédemment dégagés des cadres par les lois du 19 septembre 1940.

M. Verdeille a été nommé rapporteur de la proposition de résolution (n° 395, session 1955-1956) de M. Droussent, tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et à prendre diverses mesures en vue de venir en aide aux habitants et aux collectivités du département de l'Aisne, victimes des inondations de la rivière de l'Oise survenues en mars 1956.

JUSTICE ET LÉGISLATION CIVILE, CRIMINELLE ET COMMERCIALE

Jeudi 26 avril 1956. — *Présidence de M. Georges Pernot, président.* — La commission a désigné comme rapporteurs :

— M. Reynouard, de la proposition de loi (n° 399, session 1955-1956) de M. Menu, relative au taux des honoraires alloués aux notaires pour l'établissement des contrats de prêts pour l'accession à la propriété ;

— M. Gaston Charlet, du projet de loi (n° 412, session 1955-1956) abrogeant la loi du 25 décembre 1880 sur la répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons ;

— M. Schwartz, du projet de loi (n° 420, session 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale, portant amnistie de faits commis au cours et à l'occasion de conflits collectifs du travail et de manifestations sur la voie publique ;

— M. Périquier, du projet de loi (n° 422, session 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique.

MARINE ET PÊCHES

Jeudi 26 avril 1956. — *Présidence de M. Roger Lachèvre, président.* — La commission a nommé M. Trellu rapporteur de la proposition de loi (n° 361, session 1955-1956) adoptée par l'Assemblée Nationale, relative aux taxes d'usage des installations d'outillage concédé dans les ports de pêche.

Elle a, d'autre part, désigné M. Estève pour représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure du crédit maritime mutuel, en remplacement de M. Denvers, démissionnaire à la suite de son élection à l'Assemblée Nationale.

Elle a enfin décidé d'entendre, au cours d'une de ses prochaines réunions, M. Anduze Faris, Président de la Compagnie des messageries maritimes, sur la situation de notre flotte marchande sur les lignes maritimes du Moyen-Orient, d'Extrême-Orient et du Pacifique.

SUFFRAGE UNIVERSEL, CONTROLE CONSTITUTIONNEL, RÈGLEMENT ET PÉTITIONS

Mercredi 25 avril 1956. — *Présidence de M. de Montalembert, président.* — La commission a abordé l'examen pour avis du projet de loi (n° 402, session 1955-1956) adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer.

M. Monichon a été chargé de présenter un avant-rapport sur cette affaire.

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Mercredi 25 avril 1956. — *Présidence de M. Francis Dassaud, président.* — La commission a chargé M. Menu :

a) de rapporter la proposition de loi (n° 351, session 1955-1956) de M. Delalande, tendant à accélérer la procédure devant la juridiction prud'homale ;

b) de déposer un rapport favorable à l'adoption de la proposition de loi (n° 389, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée Nationale, complétant l'article 103 du Livre IV du Code du travail.

Puis, elle a adopté le rapport de M. Ruin favorable au principe de la proposition de loi (n° 8, année 1955) de M. Carcassonne, tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurance-vieillesse par les cadres ou leurs conjoints survivants.

Enfin, elle a procédé à un premier examen des rapports :

a) de M. Menu, sur la proposition de loi (n° 262, session 1955-1956), de M. Menu, tendant à modifier les articles 2 et 3 du Livre IV du Code du travail relatifs à la création des conseils de prud'hommes ;

b) de M. Dutoit, sur la proposition de résolution (n° 312, session 1955-1956), de M. Marignan, tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la loi n° 55-141 du 2 février 1955 instituant un régime exceptionnel et provisoire d'indemnisation aux travailleurs privés de leur emploi du fait de la période de froid de février 1956.

COMMISSION DE COORDINATION POUR L'EXAMEN DES PROBLÈMES INTÉRESSANT LES AFFAIRES D'INDO- CHINE

Mercredi 25 avril 1956. — *Présidence de M. Edmond Michelet, président.* — La commission a décidé d'entendre lors de sa pro-

chaine séance, fixée au jeudi 3 mai, M. Christian Pineau, Ministre des Affaires étrangères, sur la situation en Extrême-Orient depuis la récente conférence de Karachi.

COMMISSION DE COORDINATION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DU PROGRÈS TECHNIQUE

Mercredi 25 avril 1956. — *Présidence de M. Longchambon, président.* — La commission ayant à désigner un rapporteur sur la proposition de résolution (n° 348, session 1955-1956), de MM. Portmann et Longchambon, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant exemption fiscale pour l'aide privée à la recherche scientifique, le président, après avoir rappelé que la commission des finances aurait à étudier ce texte, a demandé à M. Coudé du Foresto de bien vouloir le rapporter. M. Portmann ayant appuyé cette proposition, M. Coudé du Foresto a accepté d'être désigné comme rapporteur.

Le président a ensuite fait approuver à la commission un programme de travail en vue de l'élaboration de mesures tendant au développement et à l'harmonisation des organismes de recherche scientifique, et à la préparation de l'étude du troisième plan d'équipement. A cet effet, des pouvoirs d'enquête auprès des principaux de ces organismes, tels que Centre national de recherche scientifique, Institut national agronomique, Direction de l'enseignement supérieur, centres de recherches des Charbonnages et de la Sidérurgie, sont demandés au Conseil de la République.

Enfin la commission a pris connaissance de la proposition de loi (n° 415, session 1955-1956) de M. Pisani et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2563 du 18 octobre 1945 créant un Commissariat à l'Energie atomique et tendant à créer une division militaire au sein de ce Commissariat. Après une brève discussion, la commission a décidé de demander à être saisie pour avis de cette proposition et M. Longchambon a été désigné pour présenter un avant-rapport au cours de la prochaine réunion.